



Conseil économique et social

Distr. générale
14 décembre 2022

Français
Original : anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Comité du commerce, de l'investissement, des entreprises
et de l'innovation commerciale

Première session

Bangkok et en ligne, 22-24 février 2023

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

Mobiliser l'investissement à impact et l'investissement étranger direct pour le développement durable

Mobiliser l'investissement à impact et l'investissement étranger direct pour le développement durable

Note du secrétariat

Résumé

Avant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), on estimait que les pays en développement de la région Asie-Pacifique auraient besoin d'un investissement annuel supplémentaire de 1 500 milliards de dollars pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030. Dans le contexte de l'après-pandémie, ce chiffre sera probablement beaucoup plus élevé, et les investisseurs du secteur privé sont indispensables pour combler cet écart. Toutefois, pour mobiliser ces investissements, il faudra que les investisseurs modifient leurs pratiques, pour privilégier l'investissement à impact plutôt que l'investissement à but lucratif.

En s'inspirant des politiques et des pratiques des États membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, le présent document donne une vue d'ensemble des possibilités d'action émergentes en vue de promouvoir l'investissement à impact.

Le présent document s'intéresse particulièrement à l'investissement étranger direct (IED) en faveur du développement durable, car il s'agit d'une des sources de financement les plus importantes pour les pays en développement. L'IED offre des possibilités prometteuses et inexploitées de générer un impact et d'aider les pays à atteindre leurs priorités en matière de développement durable. Cependant, les IED dans les secteurs clés du développement durable n'ont pas encore repris après la pandémie et restent insuffisants pour répondre aux besoins de financement de la plupart des pays en développement d'Asie et du Pacifique. Encourager les entreprises à orienter leurs investissements transfrontières vers les secteurs prioritaires du développement durable suppose que les pays de destination de la région se mobilisent sur le plan politique et prennent des mesures décisives.

Le présent document présente également un aperçu des progrès réalisés en matière de flux d'IED dans trois domaines revêtant un intérêt pour le développement durable : l'égalité des genres, l'économie numérique et les changements climatiques. On y fait le point des grandes tendances et possibilités et des principaux défis en ce qui concerne l'investissement dans ces domaines, puis on y passe en revue les principales mesures que les organismes de promotion de l'investissement

* ESCAP/CTIEBI(1)/1/Rev.1.

de la région peuvent prendre pour attirer, promouvoir et faciliter les investissements ayant un impact sur le développement durable dans ces domaines.

Le Comité du commerce, de l'investissement, des entreprises et de l'innovation commerciale souhaitera peut-être échanger des données d'expérience de divers pays, notamment des pratiques efficaces et des enseignements à retenir, afin de mobiliser les investissements à impact et l'IED pour le développement durable.

Le Comité est aussi invité à définir quel type de soutien le secrétariat doit apporter pour promouvoir l'investissement à impact et l'IED en faveur d'un développement inclusif et durable ; à faire des recommandations au secrétariat pour aller dans ce sens, tant au niveau national que régional et à déterminer les questions politiques nouvelles et prioritaires liées à ces questions que le secrétariat pourrait aborder plus en détail.

I. Introduction

1. Avant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), on estimait que les pays en développement de la région Asie-Pacifique auraient besoin d'un investissement annuel supplémentaire de 1 500 milliards de dollars pour atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030¹. Dans le contexte de l'après-pandémie, ce chiffre sera probablement beaucoup plus élevé, et les investisseurs du secteur privé sont indispensables pour combler cet écart. Si ne serait-ce qu'une fraction des 50 000 milliards de dollars d'actifs gérés par le secteur financier de la région Asie-Pacifique était canalisée vers des entreprises contribuant aux objectifs de développement durable, leur réalisation d'ici à 2030 serait à portée de main². Toutefois, pour mobiliser ces investissements, il faudra que les investisseurs modifient leurs pratiques, pour privilégier l'investissement à impact plutôt que l'investissement à but lucratif.

2. En s'inspirant des politiques et des pratiques des États membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le présent document donne une vue d'ensemble des possibilités d'action émergentes en vue de promouvoir l'investissement à impact.

3. Le présent document s'intéresse à l'investissement étranger direct (IED) en faveur du développement durable, une des sources de financement les plus importantes pour les pays en développement. L'IED offre des possibilités prometteuses et inexploitées de générer un impact et d'aider les pays à atteindre leurs priorités en matière de développement durable. Le présent document présente également un aperçu des progrès réalisés en matière de flux d'IED dans trois domaines revêtant un intérêt pour le développement durable : l'égalité femmes-hommes, l'économie numérique et les changements climatiques. On y fait le point des grandes tendances et possibilités et des principaux défis en ce qui concerne l'investissement dans ces domaines puis on y passe en revue les principales mesures que les organismes de promotion de l'investissement de la région peuvent prendre pour attirer, promouvoir et faciliter les investissements ayant un impact sur le développement durable dans ces domaines.

4. Le présent document recense également quelques propositions de questions à soumettre au Comité du commerce, de l'investissement, des

¹ *Economic and Social Survey for Asia and the Pacific 2019: Ambitions beyond Growth* (publication des Nations Unies, 2019).

² CESAP et Groupe directeur mondial pour l'investissement à impact, *Towards an Enabling Policy Environment for Impact Investment in Asia and the Pacific* (2020).

entreprises et de l'innovation commerciale pour examen lors de sa première session.

II. Tendances émergentes de l'investissement à impact dans la région Asie-Pacifique

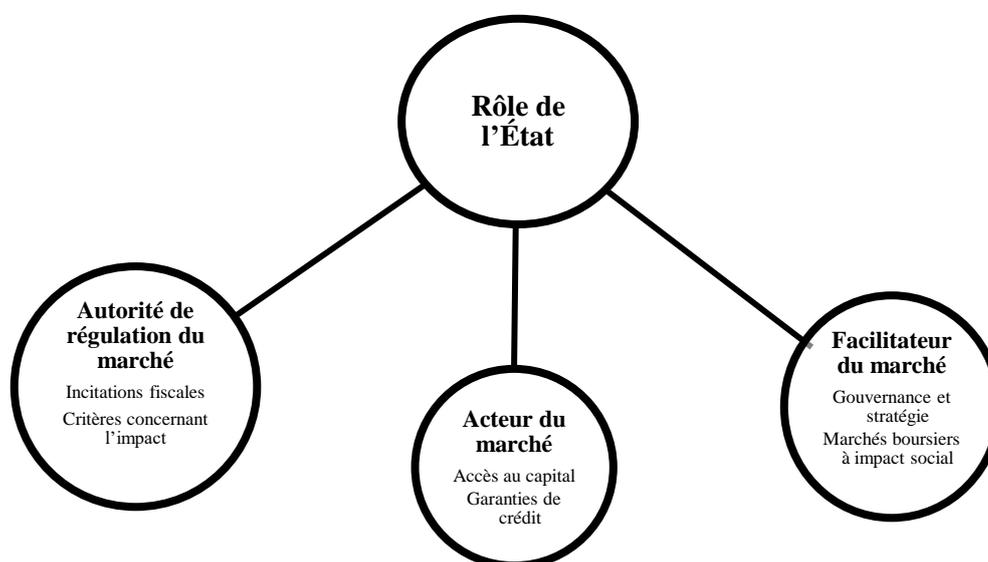
5. Les investissements à impact peuvent être définis comme des investissements dans une société, une organisation ou un fonds qui vise à faire en sorte que les investissements aient un intérêt sur le plan social ou environnemental et assurent également des rendements financiers³. Ce concept est potentiellement une évolution de la pensée qui pourrait révolutionner l'approche de la réalisation des objectifs de développement durable.

6. En 2018, les investissements à impact dans le monde ont totalisé 502 milliards de dollars. Sur ce total, 170 milliards de dollars d'investissements ont été réalisés en Asie⁴. Les politiques gouvernementales ont joué un rôle clef dans le lancement de ce mouvement dans la région. En 2017, pour la toute première fois, les États membres de la CESAP se sont engagés à soutenir des environnements favorables à l'investissement à impact⁵. Sur la base de cet engagement, les gouvernements des pays d'Asie et du Pacifique ont depuis mis en œuvre des politiques novatrices pour stimuler les investissements à impact.

7. L'État peut créer un environnement favorable aux investissements à impact en tant que facilitateur ou régulateur du marché ou acteur du marché (voir figure I).

Figure I

Rôle de l'État dans la promotion de l'investissement à impact



Source : CESAP, sur la base du cadre élaboré en partenariat avec le Groupe directeur mondial pour l'investissement à impact.

³ Monitor Institute, *Investing for Social & Environmental Impact: A Design for Catalyzing an Emerging Industry* (New York, 2009).

⁴ Abhilash Mudaliar et Hannah Dithrich, *Sizing the Impact Investing Market* (New York, Global Impact Investing Network, 2019).

⁵ Feuille de route régionale pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/73/31, annexe II, para. 16 (a)).

8. En tant que facilitateurs du marché, les gouvernements peuvent mettre en place des organes de gouvernance, des stratégies et des plateformes pour soutenir la croissance des marchés d'investissements à impact. Au Bangladesh, la CESAP a soutenu la création du Conseil consultatif national pour les investissements à impact, qui définit l'orientation stratégique de la promotion de l'investissement à impact dans le pays. Parallèlement, le Gouvernement indien est en train de mettre en place une bourse à impact social, une initiative potentiellement révolutionnaire qui vise à créer une plateforme électronique de mise en relation des investisseurs à impact et des entreprises sociales qui cherchent à lever des capitaux⁶.

9. Les pouvoirs publics peuvent influencer ces marchés en mettant en place des réglementations et en imposant des conditions afin d'encourager les investissements à fort impact. Ces dernières années, la CESAP a soutenu le Gouvernement thaïlandais dans le cadre du développement de l'écosystème des entreprises sociales et des investissements à impact dans le pays. En 2016, le Décret royal sur l'exonération fiscale a accordé des avantages fiscaux aux entreprises sociales ainsi qu'aux entités qui investissent dans ces entreprises. Les sociétés qui investissent dans les entreprises sociales, ou qui leur font des dons, bénéficieront désormais d'une déduction de 100 % de l'impôt sur les sociétés⁷. Certains gouvernements de la région se sont dotés de critères pour faciliter l'évaluation de l'investissement à impact : par exemple, l'initiative cambodgienne de financement durable comprend des garanties et des normes obligatoires pour encadrer l'impact environnemental et social lié aux activités du secteur privé⁸.

10. Enfin, les gouvernements peuvent participer aux marchés en donnant accès aux capitaux pour investir aux côtés des investisseurs privés. Il existe peu de fonds d'investissement à impact soutenus par les pouvoirs publics, mais un exemple de ce type, que la CESAP a soutenu, est Start-up Bangladesh Limited⁹, un fonds de capital-risque phare, le seul à être parrainé par le Gouvernement bangladais. Ce fonds a intégré des dimensions inclusives et durables en promouvant les groupes technologiques sous-représentés et en investissant dans des start-up qui peuvent soutenir la réalisation des objectifs de développement durable. Il fournit des investissements sous forme d'actions, d'obligations convertibles et de subventions à des start-up en phase de pré-amorçage, d'amorçage et de croissance. Il investit également via des co-investissements, en tant que fonds de fonds et en qualité de gestionnaire d'actifs.

11. Les entreprises sociales éprouvent souvent des difficultés à accéder aux prêts bancaires classiques, car elles ne sont pas en mesure de fournir le type de garantie requis. Des programmes de garantie de crédit ont été mis en œuvre pour répondre à ce problème, ce qui permet ainsi aux entreprises sociales d'accéder à des prêts à des conditions préférentielles, les bailleurs de fonds fournissant des garanties pour couvrir le risque de défaillance des emprunteurs. Par exemple, la Korea Inclusive Finance Agency fournit des garanties pour des

⁶ Securities and Exchange Board of India, « SEBI constitutes working group on 'Social Stock Exchanges' », 19 septembre 2019 ; « Report of the working group on Social Stock Exchange », 1^{er} juin 2020 ; « Technical group report on Social Stock Exchange », 6 mai 2021.

⁷ Chatrudee Theparat, « Draft bill on social firms approved », *Bangkok Post*, 11 juillet 2018. Voir également ESCAP/78/22, par. 22.

⁸ Voir www.abc.org.kh/CSFI/about-csfi. Voir également ESCAP/78/22, par. 27.

⁹ Voir www.startupbangladesh.vc/.

prêts allant jusqu'à 7 millions de dollars aux entreprises œuvrant dans le domaine social¹⁰.

III. Étendre l'investissement à impact dans la région Asie-Pacifique

12. Premièrement, les gouvernements de la région Asie-Pacifique ont été les premiers au monde à mettre en œuvre des politiques novatrices visant à créer des écosystèmes propices à l'investissement à impact, même si l'élaboration des politiques dans ce domaine en est encore à ses débuts. Les gouvernements devraient donc donner la priorité aux évaluations de l'impact de ces initiatives novatrices afin de déterminer ce qui fonctionne et, tout aussi important, ce qui ne fonctionne pas et dans quel contexte. Il est également nécessaire de poursuivre l'innovation politique dans ce domaine émergent.

13. Deuxièmement, pour combler le déficit de financement des objectifs de développement durable, les politiques publiques doivent mobiliser les investissements à impact à grande échelle. Comme il s'agit de l'une des plus importantes sources de financement des pays en développement, l'IED offre des possibilités prometteuses et inexploitées d'avoir un impact et d'aider les pays à atteindre leurs priorités en matière de développement durable.

IV. Mobiliser les investissements étrangers directs ayant un impact sur le développement durable

14. Les IED peuvent grandement contribuer au développement durable des pays qui les reçoivent, et cela de différentes manières : en développant la production et l'accès aux marchés, en apportant des devises étrangères, en contribuant au développement des compétences et à la valorisation du capital humain, en encourageant le transfert de technologie et en augmentant la concurrence sur les marchés locaux. Ils peuvent également soutenir la modernisation de l'industrie et faciliter l'intégration de la chaîne de valeur régionale et mondiale, y compris des petites et moyennes entreprises, et peuvent même permettre aux entreprises locales de réaliser des IED.

15. La région Asie-Pacifique est la première destination et source d'IED au niveau mondial depuis 2020. Alors que toutes les autres régions du monde ont connu des baisses à deux chiffres des IED pendant la pandémie de COVID-19, les flux d'IED vers l'Asie et le Pacifique ont mieux résisté et n'ont baissé que légèrement, de 4 %, ce qui souligne que la région conserve son attractivité, même pendant une crise mondiale. Toutefois, la quantité n'a pas été synonyme de qualité. Il existe un besoin urgent d'IED qui répondent aux défis pressants du développement durable auxquels les pays d'Asie et du Pacifique font face. Par exemple, les IED ayant un impact sur le développement durable pourraient contribuer à promouvoir l'égalité des genres, à améliorer l'accès aux soins de santé et aux vaccins, à construire des infrastructures durables et résilientes face aux changements climatiques, à réduire les fractures numériques et à soutenir la transition vers des sources d'énergie propres.

16. Au niveau politique, les gouvernements peuvent influencer les IED par les lois et les réglementations qu'ils mettent en œuvre, ainsi qu'en offrant certaines incitations financières et fiscales aux investisseurs. Les organismes de promotion de l'investissement dans les pays d'accueil jouent également un

¹⁰ Korea Bizwire, « Gov't to boost policy support for social impact investments », 4 avril 2018. Voir également ESCAP/78/22, par. 31 b).

rôle important en attirant et en facilitant les IED qui auront un impact sur le développement durable, car ils sont le premier point de contact des investisseurs potentiels et actuels.

17. Toutefois, pour que les IED aient un impact sur le développement durable, il faut non seulement que les entreprises qui réalisent ces investissements fassent du développement durable une priorité dans leurs investissements à l'étranger, mais aussi que les organismes de promotion de l'investissement se transforment eux-mêmes. Alors qu'il existe un certain nombre d'initiatives mondiales et régionales qui collaborent avec le secteur privé pour intégrer le développement durable dans leur fonctionnement, les organismes de promotion de l'investissement ont encore besoin d'un soutien conséquent pour intégrer le développement durable dans leurs activités d'attraction, de promotion et de facilitation des investissements. Ils ont par exemple besoin d'aide pour transformer la manière dont ils mènent leurs activités de génération de débouchés et d'évaluation des projets afin d'attirer en priorité les investisseurs étrangers qui se concentreront sur les domaines clefs du développement durable et de travailler avec eux.

18. Les organismes de promotion de l'investissement en Asie et dans le Pacifique ont besoin d'un soutien important en matière de renforcement des capacités pour intégrer les objectifs de développement durable dans leur travail. Ce soutien doit les aider à présenter aux investisseurs de leur pays les possibilités commerciales qu'offre l'investissement dans le développement durable et à repenser la manière dont ils présentent leur pays comme destination d'investissement. Par exemple, les organismes de promotion de l'investissement devront s'attacher non seulement à convaincre les investisseurs d'investir dans un certain lieu, mais aussi à garantir que leurs investissements visent à contribuer au développement durable du pays. De manière plus générale, ils auront besoin d'aide pour présenter et promouvoir des projets de développement durable nécessitant des investissements, obtenir un retour d'information de la part des investisseurs, cibler les investisseurs étrangers afin qu'ils soumissionnent dans le cadre de projets, élaborer des supports de communication afin de promouvoir les projets et évaluer dans quelle mesure chaque projet d'investissement étranger contribuera au développement durable de leur économie. En ce qui concerne le plaidoyer politique, ils devront travailler plus efficacement avec les décideurs des ministères concernés pour plaider en faveur de la mise en place d'incitations à l'investissement spécifiquement orientées vers la promotion des investissements étrangers dans les secteurs du développement durable.

19. La pandémie de COVID-19 a non seulement réduit à néant les progrès accomplis dans la réalisation de nombreux objectifs de développement durable, mais elle a également contribué à accroître le déficit de financement nécessaire pour les atteindre. Les trésors publics étant déjà sous pression, l'investissement du secteur privé est essentiel – et l'IED, jusqu'à présent, est resté une ressource sous-utilisée dans le cadre de l'investissement à impact en faveur du développement durable. Selon la CNUCED, plus de 150 pays ont adopté des stratégies nationales de développement durable ou révisé leurs plans de développement existants pour refléter leur engagement à atteindre les objectifs. Toutefois, seules quelques-unes de ces stratégies contiennent des feuilles de route concrètes pour promouvoir l'investissement dans les objectifs¹¹.

¹¹ *World Investment Report 2020: International Production Beyond the Pandemic* (publication des Nations Unies, 2020).

20. Le reste du présent document est centré sur les tendances et les possibilités en matière d'IED dans trois domaines spécifiques pertinents pour le développement durable : l'égalité des genres, l'économie numérique et les changements climatiques. Il présente également des recommandations quant à la manière dont les organismes de promotion de l'investissement peuvent attirer de manière proactive les investissements et les faciliter dans ces trois domaines, ainsi qu'au soutien que le secrétariat de la CESAP peut offrir.

V. L'investissement étranger direct en faveur de l'égalité des genres

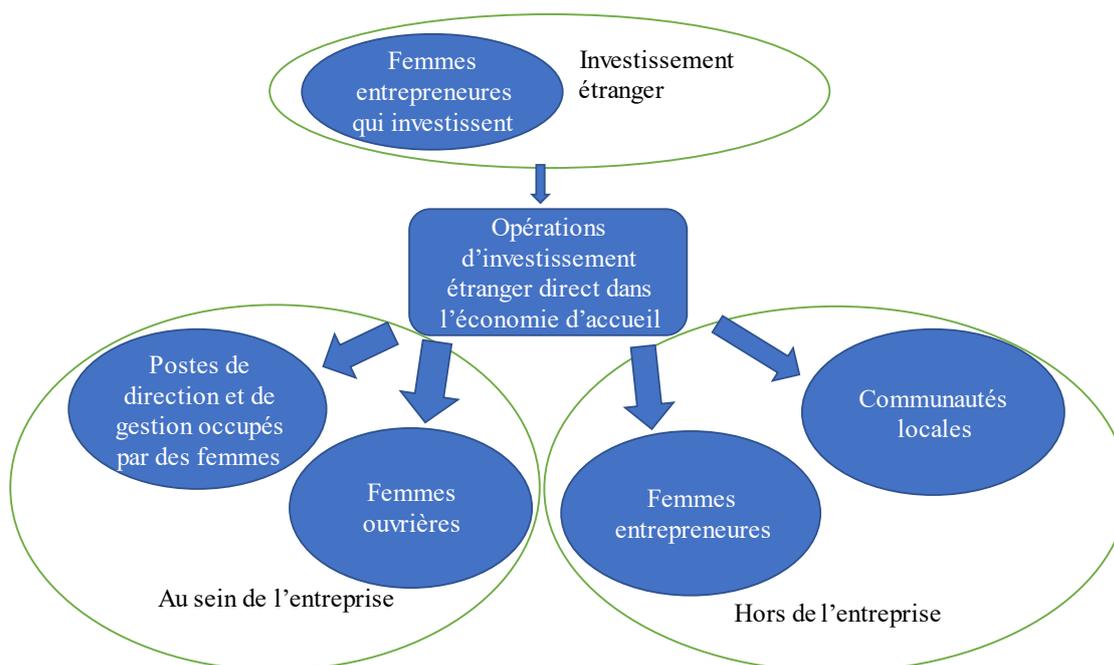
21. Alors que les pays de l'Asie et du Pacifique se remettent de la pandémie de COVID-19 et répondent à l'intensification des risques liés aux changements climatiques, ils ont une occasion unique d'assurer l'émancipation des femmes et de faire progresser l'égalité des genres en plaçant les femmes au cœur des processus de relèvement et d'intervention. En effet, les progrès ont été lents en matière d'égalité des genres (objectif de développement durable n° 5) et les femmes ont été affectées de manière disproportionnée par la pandémie et les effets des changements climatiques. Si les IED peuvent jouer un rôle important à l'appui des efforts déployés pour atteindre les cibles relatives à l'objectif 5, les recherches sur les moyens d'y parvenir ont été limitées et l'assistance technique fournie aux pays en développement en la matière a été rare.

22. Les IED peuvent avoir un effet positif sur l'égalité des genres en augmentant la demande de main-d'œuvre et les retombées technologiques et en favorisant l'intégration des petites et moyennes entreprises détenues et dirigées par des femmes dans les chaînes de valeur mondiales. Les IED sous forme de capitaux propres peuvent contribuer à fournir un accès accru aux capitaux dont les femmes entrepreneures ont tant besoin. Les coentreprises, un autre type d'IED, peuvent également être utiles pour aider les entreprises détenues et dirigées par des femmes à se développer sur de nouveaux marchés et réseaux de distribution, à renforcer leurs capacités, à partager les risques et les coûts de l'expansion et, éventuellement, à accéder à de nouvelles connaissances et à de nouvelles compétences.

23. De manière générale, la relation entre les IED et le genre affecte quatre domaines dans le pays bénéficiaire : l'impact sur le genre dans la direction et la gestion, l'impact sur le genre au niveau des ouvrières et des ouvriers, l'impact sur les femmes entrepreneures et les liens avec elles et l'impact sur la promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes au sein de la communauté locale au sens large (voir figure II). Les deux premiers domaines concernent l'entreprise qui reçoit les IED et les deux autres concernent l'extérieur de l'entreprise, par l'intermédiaire de contrats et d'activités dans la communauté au sens large, par exemple. De plus, les femmes entrepreneures qui possèdent ou dirigent des entreprises étrangères peuvent être des sources d'IED et avoir un impact sur l'égalité des genres dans les pays bénéficiaires¹².

¹² Par exemple, Zilingo, une plateforme technologique et de commerce qui a été fondée par une femme entrepreneure en 2015, est aujourd'hui une source d'IED dans les secteurs du textile et de la logistique à travers l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est.

Figure II
Relation entre l'investissement étranger direct et les questions de genre



24. Dans chacun des domaines susmentionnés, les investisseurs étrangers peuvent prendre un certain nombre de mesures et d'initiatives visant à promouvoir l'égalité des genres. Par exemple, en plus d'offrir l'égalité des salaires et des chances aux femmes, tant au niveau de la direction qu'au niveau des ouvrières, ils peuvent offrir des avantages spécifiquement destinés à soutenir les femmes, notamment des programmes de formation ciblés, des structures d'accueil pour les enfants et des équipements spécifiques aux femmes¹³. Par exemple, dans sa filiale au Bangladesh, Novo Nordisk¹⁴ (Danemark) a mis en place une plateforme de discussion interne pour le personnel féminin qui se réunit régulièrement pour aborder et examiner les préoccupations spécifiquement liées au genre, dispense au personnel une formation obligatoire contre le harcèlement et les préjugés inconscients à l'embauche et a mis au point un outil pour mesurer l'engagement du personnel sur les questions de genre et de diversité, tant au Bangladesh que dans le monde, qui est évalué par rapport à des indicateurs de performance clés spécifiques. Un autre exemple est celui de Chevron (États-Unis d'Amérique), qui, par l'intermédiaire de ses activités à l'étranger au Bangladesh, a mis en place un programme d'école d'été pour former les jeunes femmes aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques. Chevron a également mis en place un programme visant à améliorer les compétences des femmes entrepreneures en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) et de commerce.

25. Un des principaux problèmes qui empêche de comprendre pleinement l'impact que peut avoir l'IED sur l'égalité des genres est le manque de données sur la question. Peu d'études empiriques ont été menées sur le sujet et encore moins d'efforts ont été faits pour collecter systématiquement des informations sur ce que les entreprises étrangères peuvent faire ou font en vue de promouvoir

¹³ Par exemple, une usine de fabrication de produits chimiques ou pharmaceutiques appartenant à des étrangers pourrait fournir des équipements de protection adaptés aux ouvrières et aux ouvriers.

¹⁴ La mention d'une entreprise, d'un produit, d'un service ou d'un procédé breveté n'implique aucune approbation ni critique de la part de l'Organisation des Nations Unies.

l'égalité des genres dans le cadre de leurs activités et dans les communautés bénéficiaires. De plus, dans la plupart des pays de l'Asie et du Pacifique, il existe peu, voire pas, d'informations ventilées par genre concernant les emplois créés grâce aux IED, la propriété des entreprises, les performances et les liens avec les investisseurs étrangers. Il est essentiel de recueillir ces données pour améliorer l'égalité des genres et faire en sorte que les IED aient un impact plus important pour les femmes.

26. Les organismes de promotion de l'investissement ont eux aussi un rôle important à jouer, tant pour combler les lacunes en matière de données que pour renforcer les effets positifs des IED sur les femmes. En ce qui concerne les lacunes en matière de données, les organismes de promotion de l'investissement peuvent, par leur travail de sensibilisation et de suivi, contribuer à la collecte de données sur les initiatives des entreprises dans le domaine de l'égalité des genres. En collaboration avec d'autres organismes opérationnels, tels que les ministères chargés de la condition de la femme ou des petites et moyennes entreprises, ils peuvent enquêter auprès des entreprises locales et étrangères de leur économie afin de compiler des données ventilées par genre plus nombreuses et de meilleure qualité. Le soutien des organisations internationales en matière de collecte et de normalisation des données est également essentiel.

27. Pour accroître les retombées des IED pour les femmes, il est primordial d'intégrer la dimension de genre tant au sein des organismes de promotion de l'investissement que dans leurs activités. Ces deux éléments se renforcent mutuellement : pour qu'un organisme de promotion de l'investissement soit en mesure d'attirer et de faciliter de manière proactive les IED qui contribuent à la promotion de l'égalité des genres, il doit joindre le geste à la parole. Cela permettra à la fois de démontrer l'attachement et la compréhension de l'organisme de promotion de l'investissement en matière d'égalité des genres et de renforcer sa crédibilité auprès des investisseurs étrangers potentiels lorsqu'ils leur présenteront des possibilités d'investissement. Une première étape consiste à accroître les possibilités pour les femmes d'occuper des postes de direction dans les organismes de promotion de l'investissement en Asie et dans le Pacifique. À l'heure actuelle, une femme occupe le poste de directrice générale dans seulement 8 % des organismes de promotion de l'investissement interrogés et seuls 24 % d'entre eux ont atteint la parité femmes-hommes dans leur direction générale. En comparaison, en Afrique, 14 % des organismes de promotion de l'investissement interrogés étaient dirigés par des femmes et 50 % avaient atteint la parité femmes-hommes dans leur direction générale¹⁵.

28. Les organismes de promotion de l'investissement peuvent prendre des mesures supplémentaires pour intégrer l'égalité des genres dans leurs organisations, notamment en proposant des formations sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, en désignant des coordonnateurs ou un comité pour les questions de genre, en réalisant des évaluations de l'égalité des genres pour comprendre où en est leur organisation en matière d'égalité femmes-hommes, en élaborant un plan d'action et de mise en œuvre comprenant des objectifs clefs et des indicateurs de performance sur la parité femmes-hommes à tous les niveaux de l'organisation et en nouant des partenariats avec des organisations externes telles que les chambres de commerce et les organisations, associations et réseaux de femmes qui ont une

¹⁵ Données compilées à partir d'échantillons d'enquête collectés par la CESAP auprès de 25 organismes de promotion de l'investissement en Asie et dans le Pacifique et de 20 organismes de promotion de l'investissement en Afrique.

expertise dans ce domaine et peuvent contribuer à garantir que des objectifs mesurables et réalisables soient arrêtés et atteints.

29. Certains organismes de promotion de l'investissement montrent déjà la voie dans ce domaine. Par exemple, le Philippine Board of Investments a mis en place un système de coordonnateurs pour les questions de genre, élaboré un programme de développement et d'égalité des genres, intégré des lignes directrices en matière de développement et d'égalité des genres dans la plupart des processus centraux de l'organisation et proposé au personnel des séminaires sur la sensibilisation aux questions de genre et la planification et la budgétisation tenant compte des questions de genre.

30. En plus de donner la priorité à l'intégration des questions de genre au sein de leurs organisations, les organismes de promotion de l'investissement doivent commencer à prendre en compte ces questions dans leurs efforts d'attraction, de promotion et de facilitation des investissements. Cela peut se faire, par exemple :

a) En déterminant quelles possibilités d'investissement peuvent avoir des effets positifs pour les femmes et en encourageant les investissements tenant compte des questions de genre ;

b) En veillant à ce que les femmes et les hommes aient un accès égal aux programmes et aux possibilités de développement des capacités et de formation des fournisseurs ;

c) En aidant les femmes entrepreneures à comprendre comment entrer en contact avec les investisseurs étrangers et leur présenter leur projet ;

d) En présentant les femmes entrepreneures aux investisseurs étrangers lors de foires nationales et internationales de l'investissement, ainsi que lors de tournées de présentation pour les investisseurs étrangers ;

e) En travaillant avec les ministères des finances pour mettre en place des incitations spéciales en vue d'encourager les investisseurs étrangers à contribuer à l'autonomisation des femmes lorsqu'ils investissent ;

f) En élaborant des documents promotionnels et des activités de renforcement de l'image tenant compte des questions de genre et reflétant également les avancées et les engagements nationaux en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes ;

g) En ciblant les entreprises appartenant à des femmes et dirigées par des femmes qui pourraient devenir des investisseuses étrangères ;

h) En ciblant les investisseurs étrangers qui ont l'habitude d'investir dans l'égalité des genres ;

i) En aidant les investisseurs étrangers à organiser des programmes de requalification et d'amélioration des compétences des femmes.

31. La mise en œuvre d'à peine quelques-unes de ces solutions pourrait aider à améliorer l'accès et le recours des femmes aux services fournis par les organismes de promotion de l'investissement. Ces solutions pourraient également améliorer les compétences des femmes entrepreneures pour attirer les investissements, aider les femmes à créer des réseaux d'affaires et améliorer leurs chances dans les secteurs dans lesquels elles sont le plus souvent impliquées.

32. Il convient toutefois de sensibiliser les organismes de promotion de l'investissement afin qu'ils comprennent que, dans le contexte actuel de concurrence féroce en matière d'IED, ces activités peuvent les distinguer et leur apporter des avantages considérables si elles sont menées

consciencieusement et avec résolution, au lieu d'être considérées comme un fardeau ou un obstacle.

33. La demande de produits éthiques et durables a augmenté et devrait continuer à croître, en particulier chez les jeunes et les femmes, dont le pouvoir d'achat, déjà substantiel, augmente. C'est l'occasion pour les entreprises de stimuler leurs ventes grâce à des certifications, un marketing et des rapports sur l'approvisionnement durable¹⁶. Par conséquent, les investisseurs étrangers sont de plus en plus à la recherche d'occasions d'investissement susceptibles de soutenir leurs objectifs en matière de diversité et d'inclusion et de les aider à démontrer l'impact de leurs activités sur le développement durable, notamment en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes¹⁷. Conscients de ce fait, et s'inspirant également du modèle des fonds d'investissement socialement responsables, les investisseurs étrangers, en particulier ceux des pays développés, intègrent de plus en plus les questions d'intérêt public dans leurs processus de décision en matière d'investissements transfrontières.

34. Cependant, peu d'organismes de promotion de l'investissement en Asie et dans le Pacifique ont commencé à reconnaître ces opportunités. Mais Invest India en fait partie : cet organisme a récemment mis en place une équipe entière chargée d'attirer les IED qui contribueront à l'égalité des genres.

35. L'une des principales raisons pour lesquelles peu d'organismes de promotion de l'investissement accordent la priorité au genre dans leurs activités est qu'ils n'ont tout simplement pas conscience des liens entre l'égalité des genres et l'IED, ni de la manière dont les questions de genre peuvent être intégrées dans les activités et les politiques de promotion de l'investissement. Dans le cadre du projet intitulé « Encourager l'entrepreneuriat féminin », le secrétariat de la CESAP a aidé le Bangladesh et les Fidji à élaborer des stratégies sur mesure pour intégrer la promotion de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes dans leurs activités d'attraction, de promotion et de facilitation de l'IED. Ces stratégies comporteront des initiatives concrètes que les organismes de promotion de l'investissement des deux pays pourront mettre en œuvre pour encourager les investisseurs étrangers potentiels et futurs à promouvoir l'égalité des genres dans leurs activités à l'étranger. En complément, le secrétariat a également commencé à travailler avec plusieurs autres États membres de la CESAP en Asie et dans le Pacifique pour compiler des bases de données de fournisseurs de petites et moyennes entreprises durables. Ces bases de données fourniront aux principales entreprises intervenant dans les chaînes de valeur des informations sélectionnables sur les petites et moyennes entreprises qui répondent à certains critères de durabilité, notamment en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes. L'avantage de ces bases de données est qu'elles peuvent contribuer à stimuler l'IED lié aux chaînes de valeur durables en fournissant une plateforme permettant aux petites et moyennes entreprises des pays bénéficiaires de se mettre en relation avec les entreprises phares intervenant dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

¹⁶ Cela offre également aux petites et moyennes entreprises la possibilité de s'intégrer dans les chaînes de valeur régionales et mondiales avec des entreprises à l'avant-garde qui recherchent des entrepreneurs dans les pays bénéficiaires pouvant répondre à certains critères de durabilité, y compris des critères liés à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes.

¹⁷ Par exemple, à l'échelle mondiale, 70 % des 500 plus grandes entreprises multinationales par leur chiffre d'affaires communiquent des informations sur l'égalité des genres et 80 % de ces groupes d'entreprises multinationales ont une politique de diversité. Voir *World Investment Report 2021: Investing in Sustainable Recovery* (publication des Nations Unies, 2021).

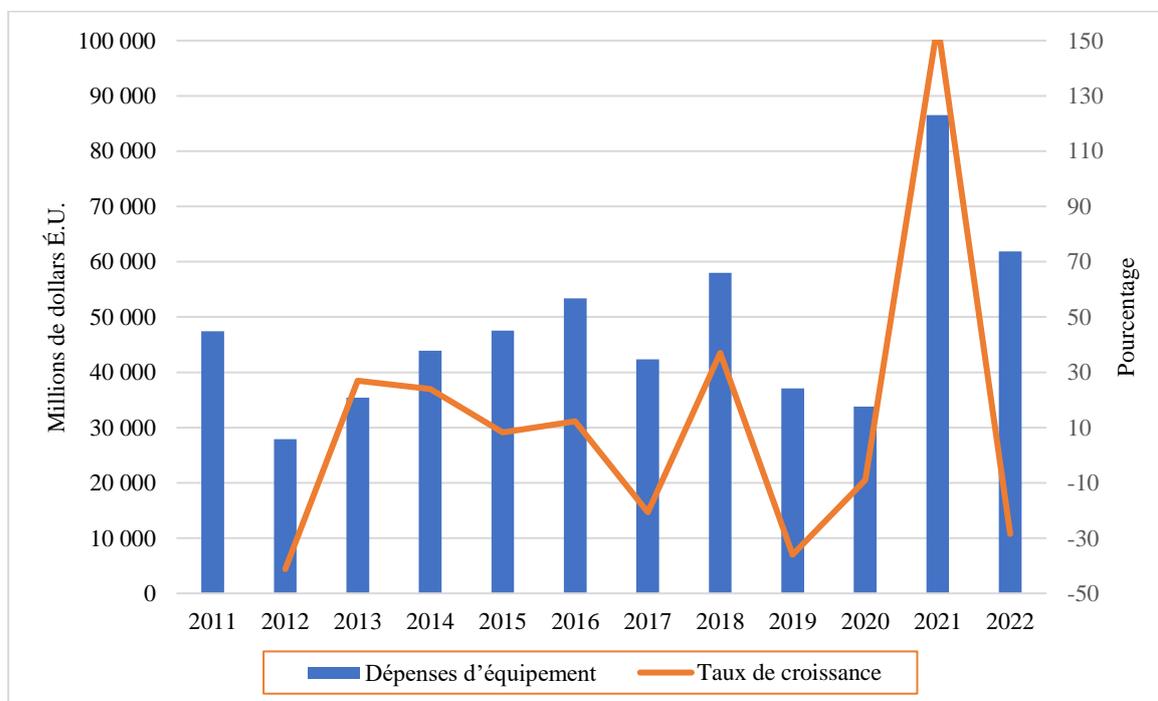
VI. Contribution de l'investissement étranger direct à la réduction de la fracture numérique

36. La pandémie de COVID-19 a accéléré la transformation numérique, notamment dans les pays en développement. Certaines des mesures adoptées par les gouvernements pour maîtriser la pandémie ont propulsé les entreprises vers le passage au numérique et la fourniture d'opérations et de services en ligne. En parallèle, la demande de services numériques a connu une croissance exponentielle.

37. Plusieurs pays de la région Asie-Pacifique ont élaboré, voire mis en œuvre, des stratégies et politiques nationales en matière d'économie numérique, mais, bien souvent, l'IED n'a pas été pris en compte dans ces plans. Or, le développement d'une infrastructure numérique solide et l'amélioration des systèmes d'éducation et de formation aux questions numériques et de l'accès à ces systèmes nécessitent des investissements importants de la part des secteurs public et privé, et notamment l'apport d'IED.

38. L'IED dans l'économie numérique a connu une croissance constante en Asie et dans le Pacifique au cours de la dernière décennie et pourrait bien continuer sur cette même lancée s'il est correctement ciblé (figure III). Pour exploiter le potentiel de l'IED afin de contribuer à la transformation numérique des pays de l'Asie et du Pacifique, il faut que les décideurs, en particulier les ministères chargés des questions de TIC, se coordonnent avec les organismes nationaux de promotion de l'investissement pour concevoir des stratégies d'investissement numérique cohérentes, des mesures d'incitation et des cadres réglementaires qui encourageront les investisseurs étrangers à investir.

Figure III
Flux d'investissement étranger direct de création dans l'économie numérique en Asie et dans le Pacifique (2011-2022)



Source : calculs effectués par la CESAP à partir de données de fDi Markets. Disponibles à l'adresse suivante : www.fdimarkets.com (page consultée le 28 novembre 2022).

Note : les valeurs pour 2022 correspondent à la période janvier-novembre.

39. Il y a trois domaines particuliers dans lesquels l'IED a un immense potentiel, en ce qu'il peut contribuer à la transformation numérique des pays d'accueil : construire l'infrastructure numérique, soutenir l'adoption des technologies numériques et encourager la création d'entreprises numériques. On trouvera ci-dessous des définitions de ce qui constitue un IED dans chacun de ces domaines, ainsi que des exemples pour illustrer le propos.

A. Investissement étranger direct pour la mise en place de l'infrastructure numérique

40. Les IED peuvent être utilisés pour construire l'infrastructure physique nécessaire aux fournisseurs de télécommunications et d'accès Internet et pour mettre en place les services aux consommateurs. Les entreprises et les investisseurs actifs dans ce domaine de l'économie numérique sont notamment les entreprises qui fournissent l'infrastructure et la connectivité des télécommunications et les entreprises de technologie de l'information qui fabriquent et vendent des dispositifs de connectivité et leurs composants (matériel numérique) et qui développent les logiciels utilisés pour les communications numériques. Le tableau 1 donne quelques exemples d'IED affectés à la construction de l'infrastructure numérique en Asie et dans le Pacifique.

Tableau 1

Exemples d'investissements étrangers directs affectés à la construction de l'infrastructure numérique en Asie et dans le Pacifique

<i>Réseaux/services de télécommunications</i>	<i>Stockage/traitement des données</i>	<i>Dispositifs et composants de connectivité</i>	<i>Logiciels d'infrastructure numérique</i>
Huawei (Chine)	Equinix (États-Unis)	Lenovo (Chine)	Apple (États-Unis)
Lancement d'un réseau de quatrième génération (4G) en Azerbaïdjan pour desservir les habitants des villages isolés (2016)	Ouverture d'un centre de données au Japon (2021)	Investissement de 59 millions de dollars dans une usine de fabrication de smartphones en Indonésie, capable de produire jusqu'à 150 000 appareils par mois (2015)	Investissement de 3,9 millions de dollars pour ouvrir un centre de formation en Indonésie afin de former les étudiants locaux aux applications pour le développement (2018)

Source : voir www.fdimarkets.com (page consultée le 28 novembre 2022).

B. Investissement étranger direct pour soutenir l'adoption des technologies numériques

41. L'IED peut inciter les entreprises locales à utiliser les technologies et services numériques. Généralement, ces investissements ciblent ou sont réalisés par des entreprises plus traditionnelles (moins numériques) et leur permettent d'adopter des technologies numériques dans différents domaines de leurs activités afin de renforcer l'efficacité, la rapidité, la compétitivité mondiale et l'innovation numérique. Ces IED favorisent l'adoption des technologies numériques par les entreprises plus traditionnelles, qui s'en trouvent modernisées, et peuvent contribuer à accélérer la dématérialisation des secteurs physiques de l'économie.

42. En outre, l'IED peut aider les entreprises locales à dématérialiser davantage leurs activités en leur permettant de bénéficier des technologies du « cloud », des technologies de la quatrième révolution industrielle, des mégadonnées et des analyses, ainsi que des plateformes numériques mixtes. Par exemple, Adidas a utilisé les technologies de la quatrième révolution industrielle dans ses usines (IED de création) en Chine, aux États-Unis, en Indonésie et au Viet Nam pour simuler chaque aspect de la production et optimiser l'agencement des usines et les flux de production afin de garantir la qualité des produits et de réduire les coûts. Grâce à ces technologies, l'entreprise a pu transformer ses activités à l'étranger en « usines rapides », qui fabriquent des baskets en quelques jours seulement¹⁸. Au Brésil et en Indonésie, Unilever a utilisé les mégadonnées et les analyses pour rendre ses activités plus durables sur le plan environnemental. Cette entreprise collabore avec Orbital Insight, une entreprise d'analyse géospatiale, pour suivre l'acheminement des récoltes de palme depuis les plantations de palmiers à huile et les usines d'origine jusqu'aux usines situées à l'étranger. Unilever peut désormais savoir en temps réel quels camions proviennent de zones déforestées, de sorte que l'entreprise peut, soit cesser de s'y approvisionner, soit investir dans la reforestation¹⁹.

C. L'investissement étranger direct pour encourager les entreprises numériques

43. Grâce à Internet, l'IED peut servir à mettre au point et fournir des produits et services numériques au profit de l'économie générale. Parmi les entreprises numériques, on trouve les entreprises purement numériques, telles que les plateformes Internet et les fournisseurs de solutions numériques qui opèrent entièrement dans un environnement numérique, et les entreprises mixtes, telles que les plateformes de commerce électronique et les fournisseurs de contenu numérique qui associent une dimension numérique importante tout en ayant une présence physique. Parmi les exemples d'entreprises purement numériques, on peut citer Meta (la société mère de Facebook et d'autres plateformes de médias sociaux) et PayPal, tandis qu'Uber et Netflix sont des exemples d'entreprises numériques mixtes.

44. Un nombre croissant d'entreprises numériques ayant une présence mondiale ont investi dans le développement d'entreprises numériques locales en Asie et dans le Pacifique²⁰. Par exemple, Facebook a récemment investi dans l'entreprise de télécommunications Jio Platforms afin de percer dans le secteur des télécommunications et de l'économie numérique en Inde, ainsi que pour profiter de la demande, croissante dans ce pays, de plateformes de commerce électronique qui vendent des produits de première nécessité. Grâce à l'accord conclu entre Reliance Retail, Jio Platforms et Facebook, les consommateurs pourront accéder à des épiceries de proximité et à toute une gamme de produits et de services, qui leur seront ensuite livrés à domicile.

45. Les entreprises numériques investissent également dans des centres de données et des réseaux de diffusion de contenu pour faciliter l'hébergement de contenu au plus près des utilisateurs finaux. Le contenu hébergé localement se charge plus rapidement, ce qui le rend plus attractif pour les utilisateurs qui ne sont pas prêts à attendre face à un téléchargement lent ou à une connexion peu réactive. De plus, le coût d'accès au contenu est réduit car il n'y a pas de

¹⁸ Marc Bain, « A German company built a 'speed factory' to produce sneakers in the most efficient way ».

¹⁹ Unilever, « How we're using technology to help end deforestation », 18 août 2020.

²⁰ *Rapport sur l'économie numérique 2021 : Flux transfrontières de données et développement – À qui profitent ces flux ?* (publication des Nations Unies, 2021).

liaisons internationales coûteuses. En investissant dans des centres de données, on peut créer un écosystème de contenu sain dans le pays d'accueil²¹. Par exemple, la société Worldwide DC Solution, basée à Singapour, a récemment obtenu une licence qui lui permettra d'investir 70 millions de dollars dans le développement de son centre de données 1Hub dans le parc industriel Saigon Hi-tech Park, au Viet Nam.

46. Orienter l'IED vers l'économie numérique peut aider les pays d'accueil à faire évoluer leur environnement numérique. Cela peut aider à réduire les fractures numériques, faciliter l'adoption des technologies numériques, conduire à des innovations dans les systèmes de production et de distribution, contribuer au transfert de compétences et de technologies et promouvoir un environnement porteur pour les start-up numériques. Toutefois, pour qu'un tel investissement ait lieu, les décideurs doivent créer un environnement favorable aux affaires, à l'investissement et à la gouvernance, et les organismes de promotion de l'investissement doivent prendre des mesures appropriées pour attirer, promouvoir et faciliter l'IED.

47. Dans un premier temps, les responsables des organismes d'exécution concernés, notamment les ministères chargés des questions de TIC, devraient collaborer avec les organismes de promotion de l'investissement pour procéder à une évaluation des besoins d'investissement et du niveau de développement numérique. Cette évaluation doit permettre d'identifier le type d'IED le plus nécessaire dans un pays donné, en fonction du niveau de développement de l'économie numérique dans ce pays et de ses atouts concurrentiels. Par exemple, les pays les moins avancés ayant un faible niveau de desserte numérique risquent de ne pas réussir à cibler les centres de données, car les conditions de base pour ce type d'IED ne sont pas remplies, ce qui ne correspond pas aux priorités des entreprises susceptibles d'investir. Un tel pays devrait plutôt envisager de donner la priorité aux IED destinés à la construction de l'infrastructure physique nécessaire à l'amélioration de la connectivité. En revanche, un pays qui dispose déjà d'un niveau relativement bon d'infrastructure numérique, peut-être un pays à revenu intermédiaire avec une bonne connectivité comme la Thaïlande, et avec une proportion relativement élevée de microentreprises et petites et moyennes entreprises qui pourraient bénéficier de l'adoption de la technologie numérique pour être mieux reliées aux chaînes de valeur mondiales et régionales, devrait se concentrer sur la promotion d'IED qui soutiennent l'adoption des technologies numériques. Un pays qui dispose à la fois d'une bonne infrastructure numérique et d'un niveau élevé d'adoption du numérique – Singapour, par exemple – pourrait se concentrer davantage sur l'attraction d'IED provenant d'entreprises numériques.

48. Les pays peuvent promouvoir et faciliter l'IED dans plus d'une catégorie à la fois. En d'autres termes, les stratégies et activités de ciblage des investisseurs pour chaque type d'IED dans l'économie numérique ne s'excluent pas mutuellement. La Thaïlande, par exemple, pourrait essayer d'attirer des IED à la fois pour l'adoption de technologies numériques et pour le développement d'entreprises numériques, notamment dans ses grandes villes, comme Bangkok et Chiang Mai, où l'infrastructure numérique est déjà très bonne et où les technologies numériques sont plus volontiers adoptées que dans d'autres parties du pays. Il en va de même pour un pays comme Singapour, qui pourrait s'attacher à promouvoir l'IED dans les infrastructures numériques, telles que les centres de données, et dans les entreprises numériques.

²¹ Ibid.

49. Une fois achevée l'évaluation des besoins d'investissement et du niveau de développement numérique, les décideurs et les organismes de promotion de l'investissement peuvent prendre diverses initiatives et mesures de politique générale pour mieux promouvoir et faciliter l'apport d'IED dans chacun des domaines susmentionnés. Certaines initiatives et mesures sont particulières à chaque domaine, tandis que d'autres sont globalement pertinentes pour les trois domaines. Le tableau 2 ci-dessous présente un résumé des recommandations stratégiques pour chaque domaine de l'économie numérique et le tableau 3 donne un aperçu des mesures que les organismes de promotion de l'investissement devraient prendre. Alors que le tableau 2 présente des recommandations précises, le tableau 3 propose une série de mesures générales, puisque les mesures que les organismes de promotion de l'investissement peuvent prendre dans chaque domaine sont similaires.

Tableau 2
Recommandations adressées aux décideurs

<i>Mesures que les décideurs peuvent prendre pour attirer les IED</i>		
<i>Pour construire l'infrastructure numérique</i>	<i>Pour soutenir l'adoption des technologies numériques</i>	<i>Pour encourager les entreprises numériques</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Assouplir la réglementation relative à l'infrastructure numérique en vue d'une libéralisation du secteur • Améliorer de manière ciblée le régime réglementaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des incitations fiscales et financières bien équilibrées • Créer un cadre propice à l'IED en aidant les entreprises à passer au numérique • Numériser les parcs industriels et les zones économiques spéciales 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer les compétences en matière de numérique • Améliorer le cadre réglementaire pour l'IED dans les entreprises numériques • Assouplir les règles relatives à l'IED dans les entreprises numériques pour une plus grande libéralisation du secteur • S'assurer de l'attractivité de la réglementation pour les investisseurs étrangers • Améliorer les activités transfrontières et les flux de capital-innovation en facilitant les activités économiques dans le pays bénéficiaire • Améliorer la connectivité physique dans le pays bénéficiaire • Veiller à l'interopérabilité des systèmes douaniers et logistiques nationaux • Mettre en place des incitations fiscales et financières bien équilibrées

Tableau 3
Recommandations adressées aux organismes de promotion de l'investissement

Mesures que les organismes de promotion de l'investissement peuvent prendre pour attirer, promouvoir et faciliter l'investissement étranger direct dans le secteur du numérique

- Assurer la cohérence des politiques et faciliter l'activité économique en mettant en place des guichets uniques en ligne et des écosystèmes technologiques et en axant les activités de promotion sur la technologie
- Embaucher du personnel possédant les compétences et l'expérience voulues dans le domaine numérique
- Cibler stratégiquement les investisseurs
- Développer une proposition de valeur locale unique
- Entreprendre des activités structurées de sensibilisation et de communication auprès des investisseurs lors de conférences consacrées à certains secteurs ou à l'économie numérique
- Publier de manière proactive les possibilités en matière de développement de l'infrastructure numérique sur les sites Web des organismes de promotion de l'investissement et sur d'autres plateformes (par exemple, les plateformes des conférences sur le numérique et la plateforme d'investissement sur les objectifs de développement durable)
- Participer à des activités de réseautage, faciliter les partenariats et les collaborations avec des start-up novatrices et des partenaires locaux, et développer des partenariats et des alliances avec les villes
- Soutenir la transformation numérique des projets d'IED grâce à des évaluations intelligentes de l'état de préparation
- Fournir des services de facilitation des investissements et de suivi
- Créer des programmes d'internationalisation axés sur le pays d'accueil

50. Pour aider les États membres à prendre ces mesures stratégiques et de promotion des investissements, le secrétariat de la CESAP lancera un guide sur l'IED en format numérique lors de la première session du Comité. Ce guide présente les meilleures pratiques et des exemples tirés de l'expérience de pays de la région Asie-Pacifique en matière d'IED dans chacun des domaines de l'économie numérique mentionnés ci-dessus. On y trouve également des informations plus détaillées sur les recommandations figurant dans les tableaux 2 et 3. En outre, toujours lors de la session du Comité, le secrétariat lancera, en collaboration avec la World Association of Investment Promotion Agencies (Association mondiale des organismes de promotion de l'investissement), un programme de renforcement des capacités des pays en situation particulière axé sur l'IED dans le secteur du numérique. Enfin, le secrétariat est actuellement en pourparlers avec plusieurs organismes de promotion de l'investissement en Asie et dans le Pacifique afin de concevoir et de fournir une assistance technique personnalisée visant à cibler les investisseurs susceptibles d'investir dans le domaine du numérique sous la forme d'IED.

VII. L'investissement étranger direct pour lutter contre les changements climatiques

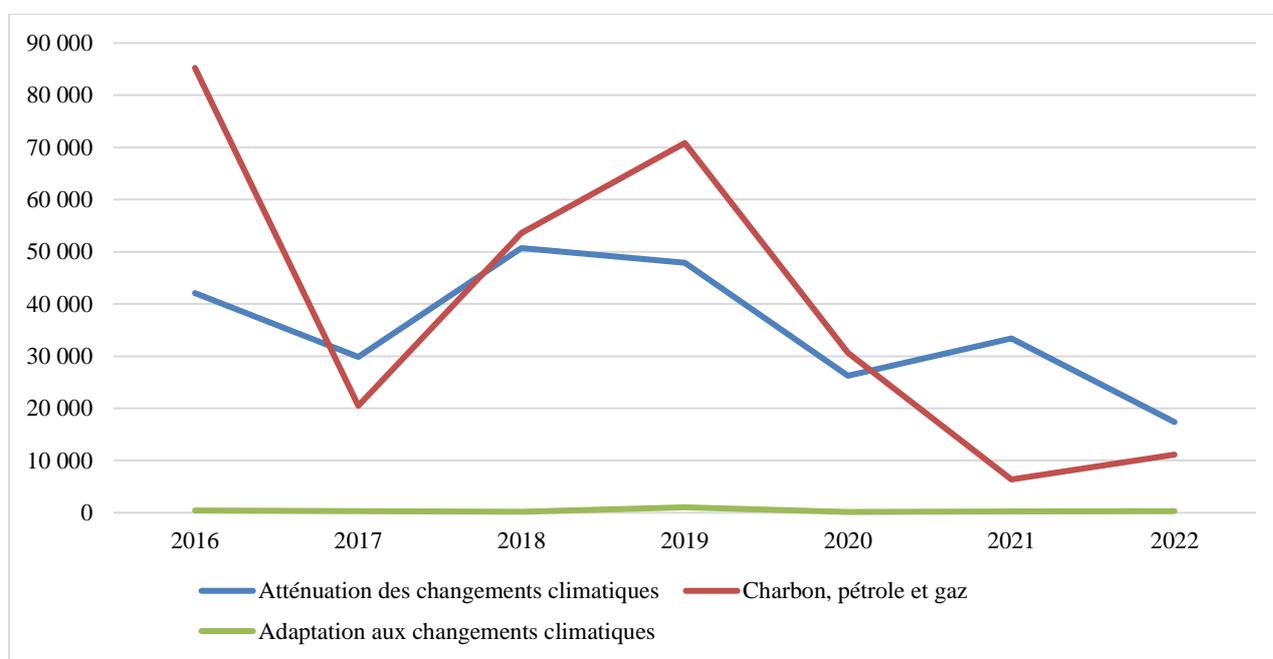
51. L'IED peut jouer un rôle important pour limiter les changements climatiques et ce, de plusieurs façons. Les investisseurs étrangers peuvent

soutenir des projets qui réduisent les émissions, utilisent des technologies propres ou soutiennent des secteurs respectueux du climat tels que les énergies renouvelables, la gestion de l'eau et des déchets, ainsi que la conservation et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles. Les investissements étrangers peuvent également contribuer à décarboniser les secteurs de la construction et des infrastructures, deux des plus grands émetteurs de carbone au niveau mondial, en intégrant, par exemple, des technologies numériques pour gérer et distribuer les ressources plus efficacement.

52. Malgré les nombreuses possibilités qu'a l'IED de contribuer à la lutte contre les changements climatiques en Asie et dans le Pacifique, les investissements dans de nouvelles capacités de production aux fins de l'atténuation des effets des changements climatiques et de l'adaptation à ces effets ont diminué au cours des dernières années. La valeur et le volume des projets d'atténuation des changements climatiques ont été nettement supérieurs à ceux des projets d'adaptation à ces changements. Par exemple, on a comptabilisé 1 218 projets d'atténuation des changements climatiques, représentant un total de 247 milliards de dollars, contre 83 projets d'adaptation, représentant 2,7 milliards de dollars. Il est alarmant de constater que l'IED axé sur l'atténuation des changements climatiques a été en nette perte de vitesse en 2022, et que cela s'est accompagné d'une augmentation des investissements dans les combustibles fossiles dans la région (figure IV). La reprise des investissements dans les combustibles fossiles coïncide avec la crise énergétique actuelle et pourrait aggraver les changements climatiques si elle se poursuivait.

Figure IV

Investissements étrangers directs dans la lutte contre les changements climatiques (atténuation et adaptation) par rapport aux investissements dans les combustibles fossiles en Asie et dans le Pacifique
(En millions de dollars des États-Unis)



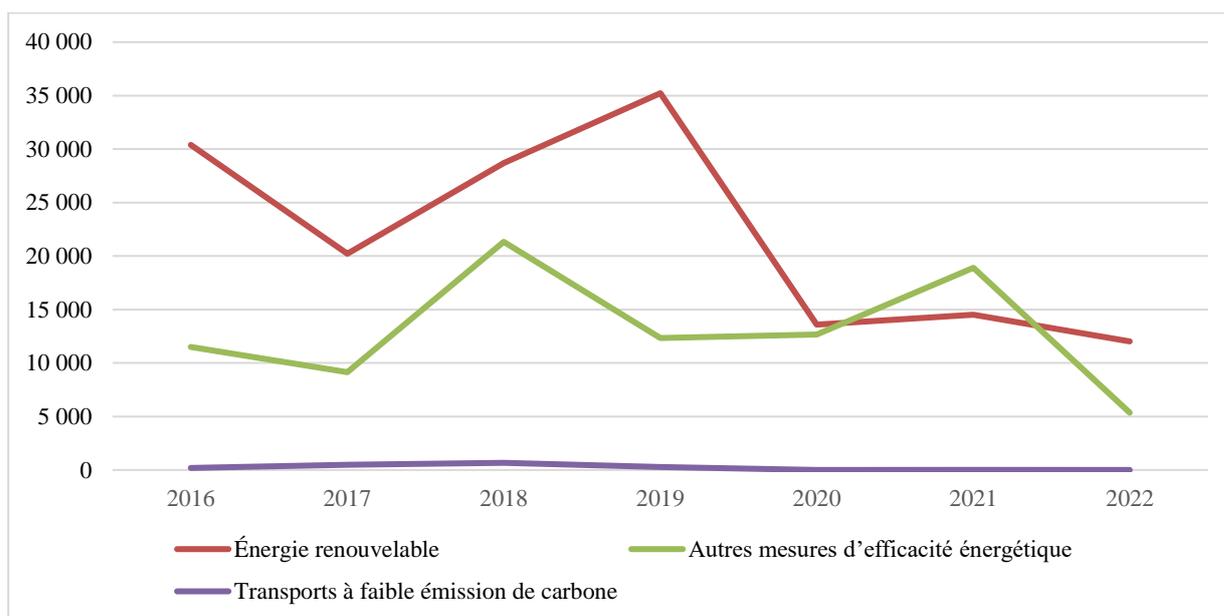
Source : calculs effectués par la CESAP à partir de données de fDi Markets. Disponibles à l'adresse suivante : www.fdimarkets.com (page consultée le 28 novembre 2022).

Note : les valeurs pour 2022 correspondent à la période janvier-novembre.

53. Pour l'essentiel, les IED destinés à l'atténuation des changements climatiques en Asie et dans le Pacifique sont allés aux énergies renouvelables et à d'autres projets dans le domaine de l'efficacité énergétique (voir figure V). En ce qui concerne les énergies renouvelables, les IED ont toutefois connu une tendance à la baisse depuis 2019, et les investissements dans d'autres projets axés sur l'efficacité énergétique ont chuté de 57 % par rapport aux niveaux antérieurs à la pandémie. Par ailleurs, les investissements dans les transports à faible émission de carbone sont restés faibles – ils étaient inférieurs à 500 millions de dollars au cours des six dernières années. En termes de nombre de projets, depuis 2016, on compte 667 projets liés aux énergies renouvelables, 518 à l'efficacité énergétique et seulement 83 liés aux transports à faible émission de carbone. Parmi les exemples de projets dans la région, citons un investissement de 138 millions de dollars en 2021 par EnviTec Biogas (Allemagne) en Chine pour ouvrir une usine de production de biogaz qui produira 37 000 mètres cubes de biogaz par jour ; un investissement de 166 millions de dollars par Canadian Solar (Canada) au Japon pour la création d'une centrale solaire de 53,4 mégawattheures et un investissement de 176 millions de dollars réalisé par Amazon (États-Unis) en Inde pour créer trois centrales solaires qui produiront 420 mégawattheures d'énergie propre.

Figure V

Investissements étrangers directs dans des projets d'atténuation des changements climatiques en Asie et dans le Pacifique
(En millions de dollars des États-Unis)



Source : calculs effectués par la CESAP à partir de données de fDi Markets. Disponibles à l'adresse suivante : www.fdimarkets.com (page consultée le 28 novembre 2022).

Note : les valeurs pour 2022 correspondent à la période janvier-novembre.

54. La valeur et le volume des projets d'adaptation aux changements climatiques ont été faibles dans la région, et largement axés sur l'introduction de technologies propres dans les activités de sociétés étrangères. Par exemple, en 2021, la société japonaise Teijin Polyester a investi 17,2 millions de dollars et créé 44 emplois dans sa filiale thaïlandaise afin de transformer les bouteilles en plastique produites dans le pays en copeaux de polyester recyclé pour la fabrication de filaments de polyester de haute qualité. Cette usine devrait produire 7 000 tonnes de copeaux de polyester recyclé par an d'ici à 2025. Parmi les exemples de 2022, citons un investissement de 27 millions de dollars de Covestro (Allemagne) en Chine pour mettre en place une ligne de

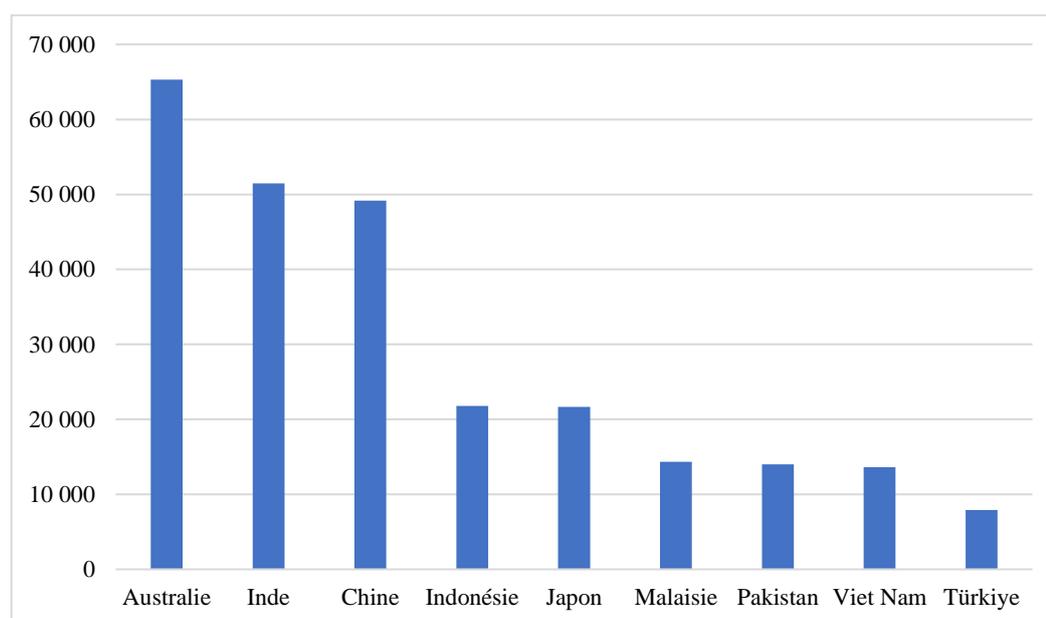
production pour le recyclage mécanique du polycarbonate et un autre investissement de la même société, cette fois-ci en Thaïlande, pour réaffecter et convertir son usine de production de plastique existante en une installation de recyclage.

55. Les investissements étrangers directs dans l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs effets ont été répartis de manière inégale dans la région Asie-Pacifique, les pays développés et les grands pays en développement de la région recevant la plus grande part de ces investissements. Par exemple, l'Australie est la première destination de l'IED axé sur l'atténuation des changements climatiques depuis 2011, suivie de près par l'Inde et la Chine (voir figure VI). Depuis 2011, la Chine est la première destination des projets d'adaptation aux changements climatiques, le Viet Nam et l'Australie arrivant loin derrière en deuxième et troisième position (voir figure VII). Il est à noter qu'aucun des pays les moins avancés ou des petits États insulaires en développement – deux groupes de pays ayant indubitablement besoin rapidement d'apports d'IED axés sur le climat – n'a fait l'objet de tels investissements depuis 2011.

Figure VI

Les 10 principaux bénéficiaires d'investissements étrangers directs de création axés sur l'atténuation des changements climatiques en Asie et dans le Pacifique (2011-2022)

(En dollars des États-Unis)

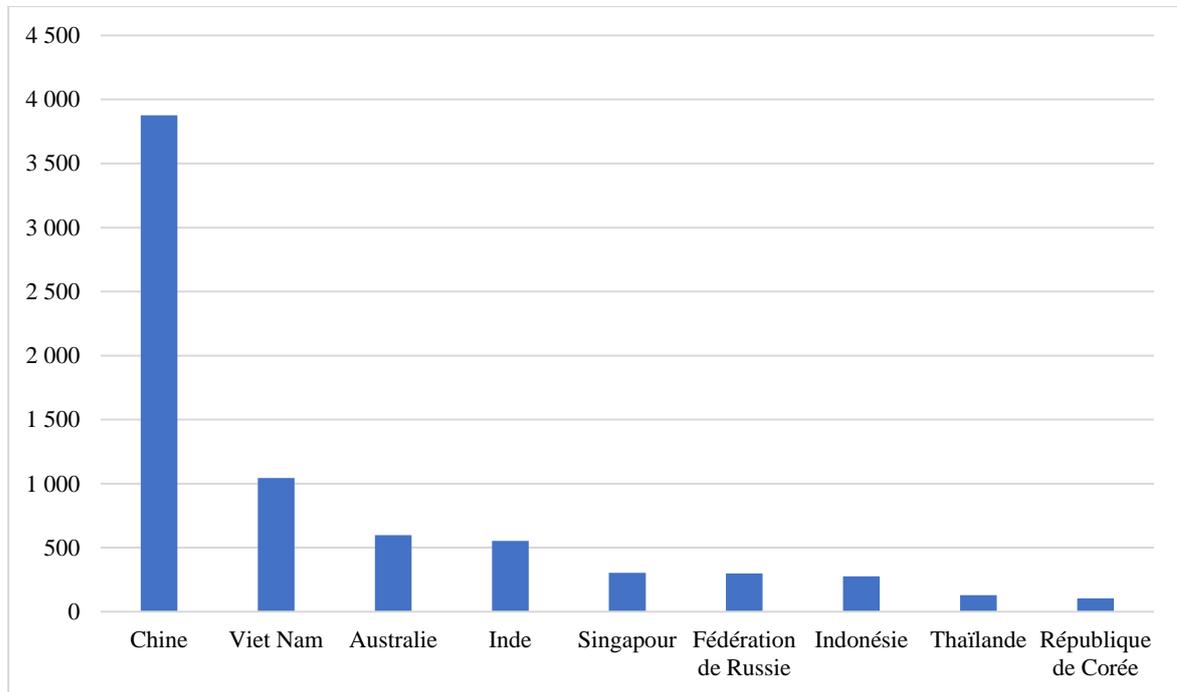


Source : calculs effectués par la CESAP à partir de données de fDi Markets. Disponibles à l'adresse suivante : www.fdimarkets.com (page consultée le 9 décembre 2022).

Figure VII

Les 10 principaux bénéficiaires d'investissements étrangers directs de création axés sur l'adaptation aux changements climatiques en Asie et dans le Pacifique (2011-2022)

(En dollars des États-Unis)



Source : calculs effectués par la CESAP à partir de données de fDi Markets. Disponibles à l'adresse suivante : www.fdimarkets.com (page consultée le 9 décembre 2022).

56. Le faible niveau et la répartition inégale de l'IED dans les pays en développement de la région montre qu'il est urgent d'aborder cette question dans le cadre des réflexions sur le déblocage du financement de l'action climatique pour les pays en développement. Alors que l'IED est un type important d'investissement du secteur privé, doté d'un immense potentiel pour aider les pays en développement à combler les lacunes en matière de financement de l'action climatique, cette question n'a jusqu'à présent pas été abordée dans le cadre des forums sur ce thème. Par exemple, alors que les participant(e)s à la vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue en novembre 2022, ont examiné les moyens d'accroître le financement de l'action climatique dans les pays en développement, la question de l'IED ne figurait même pas à l'ordre du jour principal. Par exemple, alors que le financement est un thème central du Plan de mise en œuvre de Charm el-Cheikh, il est simplement indiqué dans ce document que d'autres sources sont nécessaires et que la priorité devrait être d'augmenter les subventions publiques et les apports des banques multilatérales de développement. En outre, aucune des décisions prises lors de la vingt-septième session de la Conférence des Parties²² ne fait référence à l'IED comme source possible de financement de l'action climatique. En fait, du point de vue de l'investissement, le principal problème est qu'on a estimé que le « financement de l'action climatique » et l'« investissement » correspondaient uniquement aux fonds provenant de sources publiques et de banques multilatérales de développement. Ce n'est que dans le projet de décision sur les questions relatives au Comité permanent du financement qu'il est fait mention d'investissements directs du secteur privé, sans qu'il soit précisé si ces

²² Voir <https://unfccc.int/cop27/auv>.

investissements seraient nationaux ou étrangers. Toutefois, il a été reconnu que l'IED pouvait constituer une source de financement supplémentaire et non négligeable pour aider les pays en développement particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques²³.

57. Il est urgent d'aider les pays en développement, notamment les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que leurs organismes de promotion de l'investissement, à attirer et à faciliter l'IED lié à l'action climatique. Plus important encore, ils ont besoin d'aide pour déterminer pour quels projets relatifs à l'action climatique leur pays aurait un avantage concurrentiel permettant d'attirer l'IED, pour cibler les investisseurs et générer des débouchés, ainsi que pour faire valoir les opportunités d'investissement aux investisseurs étrangers. Pour ce dernier point, il s'agirait de les aider à présenter et mettre au point des supports d'information qui seraient mis en avant lors de forums sur le climat et le financement du développement et relayés sur des sites Web consacrés à la diffusion d'informations sur les opportunités liées à des projets de financement. Pour ce qui est de susciter une volonté politique, les pays en développement doivent également renforcer leur capacité à faire comprendre aux ministères concernés qu'il est nécessaire de mettre en place davantage d'incitations aux investissements étrangers directs dans le domaine du climat et de supprimer progressivement les subventions et les incitations en faveur des combustibles fossiles.

58. En complément, les organismes de promotion de l'investissement devraient envisager d'intégrer des indicateurs adaptés afin d'évaluer et de mesurer les caractéristiques des investissements en rapport avec l'action climatique. Le secrétariat de la CESAP a mis au point des indicateurs sur l'IED durable qui permettraient à ces organismes de faire précisément cela²⁴. Il a travaillé avec plusieurs pays de la région Asie-Pacifique pour les aider à intégrer les indicateurs dans leurs processus de suivi et d'évaluation des investissements, notamment avec le Bhoutan (InvestBhutan) et les Philippines (Philippine Board of Investments).

59. En outre, conscient qu'il est urgent que les organismes de promotion de l'investissement en Asie et dans le Pacifique attirent et facilitent l'IED lié à l'action climatique, le secrétariat élabore un programme de travail pour les soutenir dans cette démarche. Ce programme de travail visera à fournir une assistance technique aux organismes de promotion de l'investissement des pays en développement afin qu'ils puissent concevoir et mettre en œuvre des stratégies pour attirer et faciliter l'IED dans des domaines liés au climat, en fonction des besoins des pays concernés et des contributions déterminées au niveau national en matière de réduction des émissions nationales et d'adaptation aux changements climatiques. Le secrétariat se réjouit de pouvoir apporter, dans un avenir proche, un soutien aux organismes de promotion de l'investissement des États membres en développement dans ce domaine.

VIII. Questions portées à l'attention du Comité

60. Le Comité souhaitera peut-être échanger des données d'expérience de divers pays, notamment des pratiques efficaces et des enseignements à retenir,

²³ Voir le texte du projet de décision sur les modalités de financement eu égard aux pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, portant notamment sur les moyens de remédier aux pertes et préjudices. Disponible à l'adresse suivante : <https://unfccc.int/documents/624440>.

²⁴ Voir <https://e-learning.unescap.org/thematicarea/detail?id=43>.

en ce qui concerne la promotion des investissements à impact et de l'IED pour le développement durable.

61. Le Comité souhaitera peut-être aussi envisager de prendre les mesures suivantes :

a) Indiquer quels types de soutien – formation et partage des connaissances, outils, travaux de recherche ou services consultatifs, par exemple – le secrétariat pourrait être amené à fournir pour promouvoir les investissements à impact et l'IED pour le développement durable ;

b) Fournir des conseils au secrétariat sur la façon dont les investissements à impact et l'IED pour le développement durable peuvent être plus efficacement promus aux niveaux national et régional ;

c) Déterminer les questions nouvelles et prioritaires liées aux investissements à impact et à l'IED pour le développement durable que le secrétariat devrait aborder plus en détail.
